



DELIBERATION
CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Communauté de Communes du Des Pays Du Sel Et Du
Vermois

SEANCE DU 25 SEPTEMBRE 2025

Nombre de Membres		
Membres en exercice	Présents	Votants
44	35	35 + 8 pouvoirs

Date de convocation 19 septembre 2025
--

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-cinq septembre à dix-huit heures, le Conseil communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en Conseil communautaire, qui a eu lieu au Siège de la CCPSV - Salle du conseil communautaire, sous la présidence de **David FISCHER**, Président.

Présents : **FORGET Christian, COLIN Colette, VOGIN Noelle, DIDIER Chantal, BELLEVILLE Philippe, BOTRAN Nathalie, CESARI-VEBER Annick, CHEVASSU DENIS Karine, D'ANDREA Elodie, DI SCIULLO Nicolas, FISCHER David, GEHIN Jean-Louis, GUERBER Sylvie, JAMBOIS Thierry, TENARD Carole, VINCENT Christian, LEHEUX Bernard, MONANGE Martin, BERNARD Alexandre, PASCAL Rachel, JONQUET Philippe, STEUNOU Max, BINSINGER Luc, BIZE Lorane, BORDEAUX Isabelle, CORNU Patrice, DENIS Hélène, ENGEL SCHENATO Francine, VILLAUME Vincent, LEJEUNE Stéphane, PERRIN Patrick, ERARD Jean-Patrick, PFRIMMER Véronique, VARIN Christopher, GUILLAUME Jean-François.**

Absents : **MAZUR Olivier.**

Représentés : **CARRE Nathalie pouvoir donné à STEUNOU Max, JACQUOT Yvette pouvoir donné à JONQUET Philippe, SCHMITT André pouvoir donné à LEHEUX Bernard, ALBRECHT Michèle pouvoir donné à BORDEAUX Isabelle, HERTZ Emmanuel pouvoir donné à DENIS Hélène, ZEKPA Raymond pouvoir donné à ENGEL SCHENATO Francine, BRANCHU Agnès pouvoir donné à VARIN Christopher, PLAID Sébastien pouvoir donné à DI SCIULLO Nicolas, PICARD Florence titulaire de VOGIN Noelle, OSTER Patrick titulaire de MONANGE Martin, STEMETZ Jean-François titulaire de BERNARD Alexandre, VALETTE Yvon titulaire de PERRIN Patrick.**

Madame BIZE Lorane a été nommée secrétaire de séance.

Objet : 95 /2025 - Rapport annuel 2024 sur l'égalité Femmes-Hommes

Rapporteur : David FISCHER

N° de délibération : 95_2025

Conseillers présents	Suffrages exprimés avec pouvoir	Pour	Contre	Abstention	Non participant
35	8	43	0	0	0

Exposé des motifs et délibération :

L'article 61 de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 prescrit aux collectivités territoriales de présenter un rapport sur la situation de la collectivité en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la collectivité, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations de nature à améliorer cette situation. Le décret n°2015-761 du 24 juin 2015 est venu préciser le contenu du rapport et le calendrier selon lequel il doit être produit.

Le Président présente ce rapport et propose à l'assemblée de se prononcer. Ce rapport a vocation à être enrichi au fil des années et à permettre la mise en œuvre du plan d'actions égalité hommes femmes.

S'agissant du plan d'action égalité hommes femmes de la CCPSV

Accusé de réception en préfecture
05/10/2025 à 10h09
Date de réception préfecture : 26/09/2025

- 1° Evaluer, prévenir et, le cas échéant, traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes
- 2° Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique avec une attention particulière en matière de promotion et d'avancement de grade ;
- 3° Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
- 4° Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

Il est construit autour de 5 axes :

- 1° Axe 1 : réduire les stéréotypes de genre
- 2° Axe 2 : évaluer et prévenir les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes
- 3° Axe 3 : garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique territoriale avec une attention particulière en matière de promotion et d'avancement de grade
- 4° Axe 4 : favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale
- 5° Axe 5 : prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes

Le bilan 2024-2026 du plan d'actions égalité hommes femmes permet de constater l'atteinte des objectifs suivants :

- 1° Axe 1 : réduire les stéréotypes de genre
 - L'objectif d'une communication interne et externe sans stéréotype est atteint à 100 %
- 2° Axe 2 : évaluer et prévenir les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes
 - L'objectif de sensibiliser et d'agir sur les écarts de rémunérations est atteint à 50 %.
- 3° Axe 3 : garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique territoriale avec une attention particulière en matière de promotion et d'avancement de grade
 - L'objectif de favoriser l'égalité hommes-femmes dans le processus de recrutement en privilégiant le jury mixte est atteint à 66 %. Il reste parfois difficile de constituer un jury mixte pour chacun des recrutements (dans les cas où la hiérarchie est composée exclusivement de femmes).
- 4° Axe 4 : favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale
 - L'objectif de garantir une meilleure articulation des temps de vie et d'accompagner à la parentalité est atteint à 76 %.
- 5° Axe 5 : prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes
 - L'objectif de prévenir et de lutter contre les violences sexuelles et sexistes au travail est atteint à 100 %
 - L'objectif de prévenir les discriminations, actes de violence et situations de harcèlement est atteint à 100% à la suite de l'intervention du CIDFF lors de la journée bien-être et prévention annuelle.

Les objectifs pour lesquels des actions restent à entreprendre sont les suivants :

- 1° Axe 1 : réduire les stéréotypes de genre
 - Travailler sur les mentalités, notamment à travers le plan de formation mais également en organisant une journée d'échange entre les métiers de la collectivité
 - Agir en faveur de l'égalité professionnelle dans le recrutement et l'évolution de carrière des femmes et des hommes (former le jury à recruter sans stéréotype).
- 2° Axe 2 : évaluer et prévenir les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes
 - Sensibiliser et d'agir sur les écarts de rémunérations en développant un outil de suivi et d'analyse des évolutions salariales (bilans sexuels des augmentations par filières)

3° Axe 3 : garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique territoriale avec une attention particulière en matière de promotion et d'avancement de grade

- Favoriser l'évolution des parcours professionnels en favorisant le développement des compétences, notamment en rendant prioritaire l'examen des droits d'utilisation du CPF (compte personnel de formation), pour un agent de retour de congé maternité ou de congé parental d'éducation.

4° Axe 4 : favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale

- Engager une réflexion sur la mise en place du télétravail en dehors du contexte de crise sanitaire
- Créer un espace d'allaitement dans les locaux
- Inciter les pères à prendre des jours de CET à la suite du congé paternité sans opposer les nécessités de service. Notons que la collectivité est favorable à cette pratique mais que le cas ne s'est jamais présenté.

Vu l'avis du bureau en date du 18 septembre 2025

Il demande au Conseil de se prononcer.

Décision du Conseil communautaire :

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré :

- **PREND ACTE** du rapport sur l'égalité femmes-hommes 2024 joint à la délibération.

Fait et délibéré en séance, les jour, mois et an susdits

Les membres présents ont signé au registre

Pour extrait certifié conforme

Le Président,

Monsieur David FISCHER
président



Le Secrétaire de séance

Secrétaire de séance

Lorane Bize
[Signature]

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait conforme

David FISCHER, Président